

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.710/2
DU 3 FÉVRIER 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 12 janvier 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 1990 portant modalités d'exécution de la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux et fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 3 juin 2007 modifiant la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Les activités des institutions d'essai soumises à l'agrément organisé par les dispositions en projet à l'article 1^{er} ne paraissent pas exclues du champ d'application de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

Conformément à l'article 44, paragraphe 1, alinéa 1^{er}, de la directive 2006/123/CE précitée, les États membres devaient mettre en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à cette directive "avant le 28 décembre 2009 au plus tard".

En ce qui concerne les services relevant de la compétence de l'autorité fédérale, une part importante de cette transposition doit être assurée par un projet de loi "sur les services" déposé à la Chambre des représentants ¹, dont l'article 54 prévoit que cette loi produira ses effets le 28 décembre 2009.

À moins que les auteurs du projet puissent démontrer que les activités de service précitées ne sont pas soumises à l'application de la directive 2006/123/CE précitée, il y aurait lieu d'assurer la compatibilité des dispositions en projet avec cette dernière, de même qu'avec le texte de loi qui en assure la transposition et est appelé à rétroagir à l'expiration du délai imparti pour ce faire. Dans cette mesure, le régime d'agrément ne pourrait donc être maintenu que s'il satisfait aux conditions auxquelles la

⁽¹⁾ *Doc. parl.*, Chambre, 2009-2010, n/ 2338/3 et n/ 2339/3; voir aussi le rapport de la Commission, déposé le 28 janvier 2010.

directive et le projet de loi "sur les services" précité² l'autorise³. Il serait judicieux qu'un rapport au Roi soit établi qui précise comment l'arrêté royal du 18 janvier 1990 portant modalités d'exécution de la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux mais aussi cette même loi du 11 août 1987 qui en constitue le fondement, s'articulent avec les exigences de la directive 2006/123/CE précitée et le projet de loi "sur les services".

2.1. Le troisième alinéa de l'article 3bis, inséré par la loi du 3 juin 2007 dans celle du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux, prévoit que

"Les frais que fait la Monnaie royale de Belgique pour l'examen des demandes d'agrément comme institution d'essai, sont supportés par les demandeurs de l'agrément. Les frais que fait la Monnaie royale de Belgique pour exercer le contrôle sur les institutions agréées sont supportés par ces institutions. Le Roi détermine la manière dont la Monnaie royale de Belgique fait supporter ces frais aux demandeurs et aux institutions agréées".

Le second alinéa de l'article 11 de la loi du 11 août 1987 précitée, modifié par celle du 3 juin 2007, prévoit, quant à lui, que le Roi "détermine les modalités relatives au dépôt des empreintes. Il fixe les frais et rétributions dus pour ce dépôt ainsi que pour les essais et poinçonnages effectués par l'essayeur du gouvernement ou une institution d'essai visée à l'article 3".

Les frais et rétributions ainsi visés constituent des redevances, c'est-à-dire la rémunération pécuniaire d'un service rendu au redevable, considéré individuellement, et dont le montant est proportionné au coût de ce service.

(2) Voir plus spécifiquement les articles 4 et suivants de ce projet de loi.

(3) L'attention des auteurs du projet est attirée sur le fait que s'ils devaient arriver à la conclusion que le régime d'agrément ne peut plus se justifier au regard des exigences de la directive 2006/123/CE précitée et du projet de loi "sur les services", il conviendrait de prendre l'initiative d'une modification de la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux, comme le Conseil d'État l'a recommandé dans l'avis 47.084/1/V, donné le 8 septembre 2009, sur un avant-projet de loi "transposant la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur", plus particulièrement dans les points 5.1 (*in fine*), 5.2 et 5.3 des observations générales (*Doc. parl.*, Chambre, 2009-2010, n/ 2338/1, pp. 111 à 127).

Pourvu qu'elle satisfasse à ces conditions, la redevance peut être considérée comme une rétribution au sens de l'article 173 de la Constitution (principe de légalité modéré), et non comme un impôt visé à l'article 170 de la Constitution (principe de légalité strict).

Pour entrer dans les prévisions des dispositions légales précitées, le montant des rétributions prévues dans le projet doit par conséquent être proportionné au coût réel du service dont elles constituent la contrepartie.

À défaut de disposer d'éléments chiffrés concrets et d'une tarification plus détaillée des diverses prestations déterminant le coût total du service, le Conseil d'État se limite à rappeler que les frais et rétributions prévus par le projet ne sont légalement admissibles que s'ils sont effectivement raisonnablement proportionnés au service rendu. Cette proportionnalité et, partant, le caractère compensatoire de la contrepartie exigée devront pouvoir être démontrés en cas de litige. Une justification concrète des diverses redevances prévues par le projet se fondant sur les calculs adéquatement motivés figurera utilement dans le rapport au Roi qu'il est, aux termes de l'observation générale n/ 1, conseillé d'établir, ce qui contribuera à prévenir d'éventuelles objections de légalité qui pourraient être soulevées, dans pareils litiges, quant au montant des sommes réclamées.

2.2. Les frais, d'un montant de quinze euros, prévus par l'alinéa en projet à l'article 5 ne sont en tout état de cause pas concernés par ce qui précède, car ils sont dépourvus de fondement légal. L'alinéa qu'il remplacerait dispose d'ailleurs que

"L'inscription et le renouvellement annuel de l'inscription au registre sont effectués sans frais".

L'article 15, § 2, alinéa 3, de la loi du 11 août 1987 précitée habilite en effet le Roi à déterminer les modalités de l'inscription annuelle au registre de la garantie, mais non à imposer le remboursement d'éventuels frais de ce chef, alors que l'intervention du législateur serait requise tant par l'article 170 que par l'article 173 de la Constitution.

Observations particulières

Préambule

Dans la loi du 11 août 1987 précitée, modifiée par celle du 3 juin 2007, les articles 3 et 10*bis* ne contiennent aucune habilitation au Roi. Toutefois, l'article 10*bis* de la loi, combiné à l'article 108 de la Constitution, confère un fondement à l'article 3, § 3, alinéa 2, en projet (article 2 du projet).

Par ailleurs, l'habilitation contenue aux articles 12 et 15 n'est pas mise en oeuvre par le projet à l'examen. S'agissant de l'article 15, il est renvoyé à l'observation générale n° 2.2.

Il résulte de ce qui précède :

- qu'il y a lieu d'insérer un nouvel alinéa 1^{er} au préambule, renvoyant à l'article 108 de la Constitution;
- qu'à l'alinéa 1^{er} du préambule (devenant l'alinéa 2), il ne doit être fait mention que des articles 3*bis* et 10*bis* de la loi du 11 août 1987 précitée, insérés par la loi du 3 juin 2007, et des articles 10 et 11 de la même loi du 11 août 1987, modifiée par la loi du 3 juin 2007.

Dispositif

Article 1^{er}

1. À l'article 1/4, alinéa 2, en projet, il conviendrait de remplacer l'habilitation conférée au Commissaire des Monnaies par une habilitation au ministre. Il est renvoyé sur ce point à l'observation faite sous l'article 9.

2. L'article 1/8 en projet prévoit les conditions dans lesquelles le Commissaire des monnaies peut suspendre ou retirer l'agrément des institutions d'essai.

.../...

Le retrait et la suspension d'un agrément constituant des mesures graves à l'encontre du titulaire de l'agrément, la procédure menant à l'adoption de ces décisions doit revêtir un caractère contradictoire et équitable et ménager le respect du principe général du droit suivant lequel le titulaire doit pouvoir faire entendre sa défense avant toute mesure grave motivée par des manquements de son fait. À cet égard, la procédure prévue n'offre en elle-même aucune des garanties requises à ce titre. Ainsi, par exemple, elle ne prévoit pas l'information du titulaire de l'agrément quant aux motifs invoqués pour justifier la mesure envisagée, ni qu'il peut avoir accès au dossier complet dans un délai raisonnable lui permettant de préparer utilement ses observations, ni même qu'il sera admis à les faire valoir.

Le texte en projet devrait donc être complété en manière telle que la procédure présente toutes les garanties d'une procédure équitable et contradictoire dont sont en droit de faire usage les institutions d'essai agréées en pareilles circonstances.

Articles 7 et 8

1. Il résulte de l'article 8 du projet que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur, le jour de sa publication au Moniteur belge.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

2. En tout état de cause, il n'est pas nécessaire de préciser à l'article 7 que c'est "le jour de la publication du présent arrêté au Moniteur belge" que la loi du 3 juin 2007 précitée entre en vigueur ni même que cette entrée en vigueur interviendrait le jour de celle de l'arrêté en projet.

Il convient donc, à l'article 7, de supprimer les mots "le jour de la publication du présent arrêté au Moniteur belge". Il en résultera que la date d'entrée en vigueur de la loi du 3 juin 2007 précitée coïncidera avec celle de l'arrêté en projet, telle qu'elle sera réglée, à la lumière de l'observation n/ 1, par l'article 8.

Il peut également être opté pour la formule recommandée sous le n/ 4-5-3 dans le Code de légistique ⁴.

Article 9

Les pouvoirs d'exécution que porte la disposition examinée devant perdurer dans le temps, il y a lieu, dans l'exécutoire, de désigner non pas les ministres individuellement par l'ensemble des compétences dont les ministres sont investis actuellement mais de charger de cette exécution ceux qui ont et qui auront en charge la matière précise réglée par l'arrêté, en y renvoyant. Par ailleurs, dans la langue française, l'emploi du genre masculin pour déterminer un élément peut présenter un caractère générique, de caractère masculin ou féminin.

L'article 9 sera revu en précisant, s'agissant des ministres concernés, les matières réglées par l'avant-projet et, dans la version française, les mots "la ministre" seront remplacés par les mots "le ministre".

⁽⁴⁾ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", formule F 4-5-3.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. DELANNAY,	greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

G. DELANNAY

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.710/2
VAN 3 FEBRUARI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op de 12 januari 2010 door de Vice-Eerste Minister et Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 1990 houdende uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 3 juni 2007 tot wijziging van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. De activiteiten van de keuringsinstellingen onderworpen aan de erkenning geregeld bij de in artikel 1 ontworpen bepalingen blijken niet buiten de werkingssfeer te vallen van richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt.

Overeenkomstig artikel 44, lid 1, eerste alinea, van de voornoemde richtlijn 2006/123/EG moeten de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking doen treden om "vóór 28 december 2009" aan deze richtlijn te voldoen.

Wat de diensten betreft die tot de bevoegdheid van de federale overheid behoren, moet die omzetting voor een groot deel geschieden bij wege van een "ontwerp van dienstenwet" ingediend bij de Kamer van volksvertegenwoordigers ¹, waarvan artikel 54 bepaalt dat deze wet uitwerking zal hebben op 28 december 2009.

Tenzij de stellers van het ontwerp kunnen aantonen dat de voornoemde richtlijn 2006/123/EG niet van toepassing is op de voornoemde dienstenactiviteiten, moet ervoor gezorgd worden dat de ontwerpbeoordelingen in overeenstemming zijn met die richtlijn, alsook met de wettekst die voorziet in de omzetting van de richtlijn en die geacht wordt terug te werken tot een tijdstip waarop de termijn gesteld voor de omzetting zal zijn

⁽¹⁾ *Parl. St.* Kamer 2009-2010, nr. 2338/3 en nr. 2339/3; zie ook het verslag van de Commissie, ingediend op 28 januari 2010.

verstrekken. In die zin kan de erkenningsregeling dus alleen worden gehandhaafd indien ze voldoet aan de voorwaarden die de richtlijn en het voornoemde "ontwerp van dienstenwet"² ter zake stellen³. Het verdient aanbeveling dat een verslag aan de Koning wordt opgemaakt, waarin wordt gepreciseerd in welke mate niet alleen het koninklijk besluit van 18 januari 1990 houdende de uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen, maar ook de wet van 11 augustus 1987 zelf, die de rechtsgrond ervan vormt, in overeenstemming zijn met de voorwaarden gesteld in de voornoemde richtlijn 2006/123/EG en in het "ontwerp van dienstenwet".

2.1. Het derde lid van artikel 3bis, dat bij de wet van 3 juni 2007 is ingevoegd in de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen, luidt als volgt :

"De kosten die de Koninklijke Munt van België maakt voor het onderzoek van de aanvragen tot erkenning als keuringsinstelling worden gedragen door de aanvragers van de erkenning. De kosten die de Koninklijke Munt van België maakt voor het uitoefenen van het toezicht op de erkende instellingen worden gedragen door de instellingen. De Koning bepaalt de wijze waarop de Koninklijke Munt van België deze kosten verhaalt op de aanvragers en de erkende instellingen."

Het tweede lid van artikel 11 van de voornoemde wet van 11 augustus 1987, gewijzigd bij de wet van 3 juni 2007, bepaalt zijnerzijds :

"[De Koning] bepaalt de nadere regelen met betrekking tot het deponeren van de stempelmerken. Hij stelt de kosten en retributies vast welke verschuldigd zijn voor dat depot alsmede voor de keuringsverrichtingen en stempelingen die worden uitgevoerd door de keurmeester van de regering of een in artikel 3 bedoelde keuringsinstelling".

(2) Zie inzonderheid de artikelen 4 en volgende van dit wetsontwerp.

(3) De stellers van het ontwerp wordt erop gewezen dat, mochten ze tot de conclusie komen dat de erkenningsregeling niet meer voldoet aan de voorwaarden gesteld in de voornoemde richtlijn [2006/123/EG] en in het "ontwerp van dienstenwet", te werk moet worden gegaan via een wijziging van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen, zoals de Raad van State heeft aanbevolen in advies 47.084/1/V, op 8 september 2009 verstrekt over een voorontwerp van wet "tot omzetting van de richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt", inzonderheid in de punten 5.1 (*in fine*), 5.2 en 5.3 van de algemene opmerkingen (*Parl.St.* Kamer 2009-2010, nr. 2338/1, 111 tot 127).

De desbetreffende kosten en retributies vormen inderdaad retributies, dat wil zeggen de geldelijke vergoeding van een aan een individueel beschouwde heffingsplichtige verleende dienst die evenredig is met de kostprijs van die dienst.

Die vergoeding kan, voor zover ze aan die voorwaarden voldoet, beschouwd worden als een retributie in de zin van artikel 173 van de Grondwet (gematigd legaliteitsbeginsel), en niet als een belasting in de zin van artikel 170 van de Grondwet (volle legaliteitsbeginsel).

Het bedrag van de retributies omschreven in het ontwerp moet bijgevolg, wil het in overeenstemming zijn met de voornoemde wetsbepalingen, evenredig zijn met de werkelijke kostprijs van de dienst waarvan ze de tegenprestatie vormen.

Aangezien de Raad van State niet beschikt over concrete cijfergegevens of over een meer gedetailleerde tariefregeling van de verschillende prestaties die de totale kostprijs van de dienst bepalen, beperkt hij zich ertoe eraan te herinneren dat de kosten en retributies bedoeld in het ontwerp slechts wettelijk aanvaardbaar zijn indien ze daadwerkelijk redelijkerwijs in verhouding staan tot de geleverde dienst. Dat de geëiste tegenprestatie proportioneel is en tevens een vergoeding vormt, moet kunnen worden aangetoond ingeval zich een geschil voordoet. Het zou nuttig zijn een concrete verantwoording van de verschillende retributies omschreven in het ontwerp, gestaafd met genoegzaam gemotiveerde berekeningen, op te nemen in het verslag aan de Koning, waarvan de redactie wordt aanbevolen in algemene opmerking nr. 1, zodat wordt voorkomen dat in zulke geschillen mogelijke legaliteitsbezwaren worden aangevoerd die betrekking hebben op het bedrag van de geëiste vergoeding.

2.2. Het vorenstaande slaat hoe dan ook niet op de kosten ten belope van vijftien euro waarvan sprake is in het ontworpen lid van artikel 5, daar ze geen juridische grondslag hebben. Het lid dat aldus zou worden vervangen, bepaalt trouwens :

"De inschrijving en de jaarlijkse hernieuwing van de inschrijving in het register geschieden kosteloos."

Artikel 15, § 2, derde lid, van de voornoemde wet van 11 augustus 1987 machtigt de Koning immers om de nadere regels betreffende de jaarlijkse inschrijving in het waarborgregister te bepalen, maar niet om voor te schrijven dat eventuele daarmee

.../...

gepaard gaande kosten worden vergoed, terwijl deze aangelegenheid zowel volgens artikel 170 als volgens artikel 173 van de Grondwet door de wetgever moet worden geregeld.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

De artikelen 3 en 10*bis* van de voornoemde wet van 11 augustus 1987, gewijzigd bij de wet van 3 juni 2007, bevatten geen enkele machtiging aan de Koning. Gelezen in samenhang met artikel 108 van de Grondwet verleent artikel 10*bis* van de wet evenwel rechtsgrond aan het bepaalde in het ontworpen artikel 3, § 3, tweede lid (artikel 2 van het ontwerp).

Bovendien wordt de machtiging vervat in de artikelen 12 en 15 niet ten uitvoer gelegd in het onderzochte ontwerp. Wat artikel 15 betreft, wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 2.2.

Uit het vorenstaande volgt :

- dat in de aanhef een nieuw eerste lid moet worden ingevoegd, waarin wordt verwezen naar artikel 108 van de Grondwet;
- dat in het eerste lid van de aanhef (dat het tweede lid wordt) alleen verwezen moet worden naar de artikelen 3*bis* en 10*bis* van de voornoemde wet van 11 augustus 1987, ingevoegd bij de wet van 3 juni 2007, en naar de artikelen 10 en 11 van dezelfde wet van 11 augustus 1987, gewijzigd bij de wet van 3 juni 2007.

Dispositief

Artikel 1

1. In het ontworpen artikel 1/4, tweede lid, dient de machtiging verleend aan de Muntmeester vervangen te worden door een machtiging verleend aan de minister. In dit verband wordt verwezen naar de opmerking gemaakt onder artikel 9.

2. Het ontworpen artikel 1/8 bepaalt de omstandigheden waarin de Muntmeester de erkenning van de keuringsinstellingen kan schorsen of intrekken.

De intrekking en de schorsing van een erkenning zijn zwaarwichtige maatregelen ten aanzien van de erkenninghouder, zodat de procedure waarbij zulke beslissingen genomen worden contradictoir en eerlijk moet verlopen en tevens het algemene rechtsbeginsel in acht moet nemen volgens hetwelk de houder zich moet kunnen verdedigen voordat een zwaarwichtige maatregel wordt genomen die wordt gemotiveerd door tekortkomingen zijnerwege. In dat opzicht biedt de voorgestelde procedure op zich geen enkele van de daartoe vereiste garanties. Zo schrijft die procedure bijvoorbeeld niet voor dat de erkenninghouder ingelicht wordt omtrent de redenen die worden aangevoerd ter rechtvaardiging van de voorgenomen maatregel, noch dat hij binnen een redelijke termijn inzage kan hebben in het volledige dossier zodat hij zijn opmerkingen op nuttige wijze kan voorbereiden, en zelfs niet dat hij zijn opmerkingen zal kunnen aanvoeren.

De ontwerptekst moet bijgevolg aldus worden aangevuld dat de procedure alle garanties biedt van een eerlijk en contradictoir verloop, garanties waarop de erkende keuringsinstellingen in zulke omstandigheden aanspraak moeten kunnen maken.

Artikelen 7 en 8

1. Volgens artikel 8 van het ontwerp treedt het besluit onmiddellijk in werking, de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

2. Hoe dan ook is het onnodig te preciseren in artikel 7 dat de voornoemde wet van 3 juni 2007 "in werking [treedt] de dag waarop dit besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt", en evenmin dat ze op dezelfde dag in werking treedt als het ontwerpbesluit.

Bijgevolg moeten in artikel 7 de woorden "de dag waarop dit besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt" worden geschrapt. Als gevolg daarvan zal de datum van inwerkingtreding van de voornoemde wet van 3 juni 2007 samenvallen met die van het ontwerpbesluit, zoals in het licht van opmerking nr. 1 wordt voorgeschreven bij artikel 8.

Er kan eveneens geopteerd worden voor de formule die wordt aanbevolen onder nr. 4-5-3 in de Handleiding bij de Wetgevingstechniek ⁴.

Artikel 9

Aangezien de uitvoeringsbevoegdheden die in de voorliggende bepaling worden verleend in de tijd moeten voortduren, behoren in de uitvoeringsbepaling niet de ministers persoonlijk te worden aangewezen, door het vermelden van alle bevoegdheden die ze thans hebben, maar dienen degenen die bevoegd zijn en bevoegd zullen zijn voor de in het besluit geregelde aangelegenheid, met die uitvoering te worden belast door ernaar te verwijzen. Bovendien kan in het Frans het gebruik van de mannelijke vorm van

⁽⁴⁾ Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", formule F 4-5-3.

het lidwoord om een individu aan te duiden, wijzen op het mannelijke of het vrouwelijke geslacht.

Artikel 9 moet worden herzien, waarbij in verband met de betrokken ministers de aangelegenheden worden opgegeven die bij het voorontwerp worden geregeld en waarbij in de Franse lezing de woorden "la ministre" vervangen worden door de woorden "le ministre".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	G. DELANNAY,	toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

G. DELANNAY

Y. KREINS